

Premières insurrections contre la République helvétique (avril-mai 1798)

Autor(en): **Engelberts, Derck**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 6-7

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345900>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Premières insurrections contre la République helvétique (avril-mai 1798)

Libérés ou occupés? Les événements de 1798 ont été ressentis de manière très différente suivant les cantons: libération pour les uns, occupation pour les autres. Ces divergences subsistent encore aujourd'hui, les exemples de Vaud et de Nidwald le démontrent¹.

■ Cap Derck Engelberts

De la chute de Berne à la proclamation de la République helvétique (5 mars- 12 avril 1798)

Après la prise de Berne, le général Schauenburg, commandant de l'aile nord des troupes françaises venues depuis l'Alsace, passe le commandement à son supérieur hiérarchique, le général Brune. Celui-ci impose des contributions de guerre aux caisses publiques des républiques vaincues ainsi qu'aux plus importantes familles patriciennes qui ont dirigé les affaires depuis des décennies, voire des siècles. S'y ajoutent des impositions en nature au profit des soldats français (fourrages, nourriture, vin, tissus pour la fabrication d'uniformes, souliers) ainsi que l'évacuation de l'arsenal qu'on ressent immédiatement comme des vexations.

Schauenburg retourne à Soleure où il reprend en main ses troupes qui se sont livrées à des abus. Il y surveille l'installation des nouvelles autorités et

se préoccupe d'une répartition équitable de la charge que représentent les forces françaises pour les communautés rurales. Il essaie d'en cantonner sur le territoire bernois, réputé plus riche. Le désarmement des communes commence, qui se poursuivra tout au long de l'année.

Le 28 mars, Brune quitte Berne; Schauenburg est désigné pour lui succéder. Il est dès lors commandant en chef des troupes françaises en Suisse, réduites à la division venue avec lui depuis le département du Mont-Terrible. Ce sont ces forces qui assurent le changement de régime et elles sont le seul instrument militaire à la disposition des nouvelles autorités helvétiques. Leur mission est de veiller à l'application de la nouvelle Constitution et des décisions du Directoire helvétique et, bien entendu, aux intérêts de la France.

L'insurrection en Suisse centrale (avril-mai 1798)

La proclamation de la République helvétique, une et indivisible, provoque un fort rejet dans les cantons conservateurs

catholiques de la Suisse centrale, rétifs depuis le Moyen Âge à toute ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures. Ils se soulèvent contre le nouveau régime, défendant pied à pied une liberté collective vieille d'un demi-millénaire.

Le canton de Schwyz joue un rôle de meneur et de précurseur. Le 5 avril 1798, sa Landsgemeinde fait interdire le texte de la Constitution helvétique et les journaux qui la publient. Les contrevenants seront traduits devant la justice criminelle. Les cantons de Nidwald et d'Uri prennent des décisions semblables. Selon la Constitution helvétique, les Landsgemeinde sont supprimées, et les réunions annuelles des citoyens n'ont plus pour fonction que de désigner des «grands électeurs». Pour la majorité des habitants de la Suisse centrale, cette amputation de la souveraineté constitue une raison suffisante pour refuser le nouveau régime.

A cette époque, on ne sépare pas clairement les structures étatiques et ecclésiastiques. L'Eglise catholique, ses sacrements et ses fêtes sont considérés comme nécessaires au salut de chacun. S'en prendre à l'E-

¹ Dans la RMS de mars 1998, le cap Engelberts a publié un article intitulé «1798. De la révolution vaudoise à la chute de Berne».

Liberté et libertés en 1798

En 1798, il y a ambiguïté entre la liberté (au singulier) que proclame la Révolution française et qui n'a rien à voir avec la vieille conception corporative des libertés (au pluriel), couplée avec la tradition républicaine et la vision idéalisée d'une antique démocratie. La Révolution diffuse une nouvelle conception de la liberté individuelle. Les libertés anciennes sont des privilèges de groupe. La liberté moderne veut que ses bénéficiaires décident librement de l'étendue du pouvoir que la société exerce sur l'individu. Pour le citoyen moyen du début du XIX^e siècle, ces distinctions restent plutôt théoriques...

D'après François Walter, professeur d'histoire à l'Université de Genève 98, la revue pour les 150 ans de l'Etat fédéral et les 200 ans de l'Helvétique.

glise ou à des institutions étatiques comme la Landsgemeinde, c'est menacer le salut des membres de la communauté. En mars et avril 1798, il règne à Schwyz une «émotion» religieuse, une atmosphère apocalyptique. C'est dans ce contexte que se tient, le 16 avril, la Landsgemeinde. Le petit peuple y impose la guerre aux «Messieurs», membres des familles dirigeantes, qui sont prêts à accepter un compromis, car la centralisation du pouvoir leur semble devoir, à terme, renforcer leur position.

L'individualisme cantonal se manifeste, conformément aux antiques traditions politiques et militaires. Saint-Gall et Appenzell refusent de participer à une action commune. Zoug, Uri, Nidwald et Glaris rejoignent le canton de Schwyz, se rangeant le 22 avril sous le commandement du Landeshauptmann Aloïs Reding. Celui-ci déclenche, sur trois axes, une offensive contre la République helvétique et les troupes françaises, dont les objectifs stratégiques sont la ville d'Aarau, siège provisoire des autorités helvétiques, ainsi que les villes de Zurich, Berne et Lucerne.

Offensive des insurgés...

L'aile gauche, forte de 1700 hommes mais réduite par l'absence de renforts glaronais, est commandée par le major Hauser de Glaris; elle s'empare

du canton d'Obwald contraint d'abjurer son ralliement à la Constitution helvétique. Le 26 avril, renforcée par des Schwyzois et des Glarons, cette force, qui atteint maintenant 2850 hommes, franchit le Brunig et atteint Meiringen, mais l'Oberland ne se soulève pas. L'aile gauche des insurgés stoppe alors son avance et se replie quelques jours plus tard, quand lui parviennent des informations concernant une menace directe contre le canton de Schwyz.

L'aile droite, qui doit marcher sur Aarau, est commandée par le colonel Paravicini; forte de 3400 hommes venant de Schwyz, Glaris, la Marche, Sargans, Uznach et Gaster, elle attend le résultat de l'attaque des 1500 Zougais, chargés de s'emparer du Freiamt. Paravicini fait occuper Rapperswil par 1500 hommes. Andermatt, commandant des troupes



1798, la dernière levée en masse des femmes, des vieillards et des enfants pour combattre l'avance des Français. (Propriété privée).

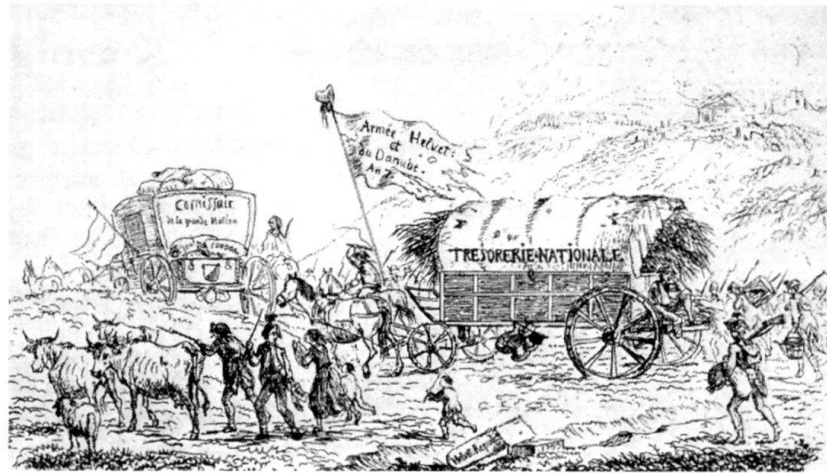
zougoises, s'avance dans le Freiamt, établit son quartier-général à Muri (AG). Il y rencontre le 26 avril les avant-gardes françaises et se replie sur Zoug, après un vif combat.

Le centre, commandé par Reding, est fort de 3650 hommes de Schwyz, Zoug et Nidwald; dans la nuit du 28 au 29 avril, il s'empare de Lucerne, pratiquement sans garnison. La ville paie une contribution de guerre de 20000 florins et remet son artillerie aux insurgés. Apprenant la chute de Zoug, Reding replie le jour même ses troupes sur Kussnacht.

Les défenseurs de l'Ancien Régime se trouvent réduits à la défensive sur le front Kussnacht - Arth - Rapperswil. Le centre se trouve dans le secteur de Rothenturm - Sattel, haut-lieu de la mémoire collective de la région. L'ensemble de cette ligne s'appuie sur les lacs des Quatre-Cantons, de Zoug, d'Aegeri et de Zurich et doit couvrir Schwyz.

Réaction des autorités helvétiques

Dès que les annonces de la «fermentation des esprits» parviennent au Directoire suisse, celui-ci fait appel au général Schauenburg. Le 5 avril, des proclamations enjoignent les autorités d'Appenzell, de Saint-Gall et du Toggenbourg de permettre la tenue des assemblées primaires de Thurgovie; «les intérêts de la Suisse réclament une prompte réunion de toutes les parties de ce pays en une seule famille et sous une même constitution, (...) le moindre retard pour parvenir à ce but



Réquisitions de l'armée française. Les 11 et 12 mars 1798, 11 chariots, attelés de 44 chevaux, apportent le trésor de Berne à Paris. 431 canons et environ 60000 fusils sont saisis dans les arsenaux bernois. Estampe de B.-A. Dunker, 1746-180. (Musée des Beaux-Arts de Berne).

pourrait entraîner les suites les plus fâcheuses». Le même message est envoyé aux gouvernements provisoires du Rheintal, de Werdenberg, Sargans, Uznach, Rapperswil et Gaster, les sommant de constituer les autorités prévues par la nouvelle constitution. «Si dans douze jours à dater de demain vingt-trois germinal [12 avril], les assemblées primaires des pays et cantons susmentionnés n'ont pas été convoquées, si à la fin de ce terme la Constitution helvétique n'a pas été présentée à leur acceptation, les prêtres et les gouvernements de ces pays seront regardés comme complices des oligarques suisses et traités comme tels.» La force française sera employée et l'offensive sera lancée dès le 25 avril.

Schauenburg ne prend pas cette révolte à la légère; il a reçu des informations contradictoires concernant des mouvements de troupes impériales en Souabe et en Forêt-Noire. Il

imagine que la révolte pourrait être liée aux opérations des forces contre-révolutionnaires. Le 21 avril, il rassure le Directoire helvétique: «Les troupes françaises ont déjà versé leur sang pour anéantir vos ennemis. Elles sont encore disposées à combattre ceux qui seraient assez aveugles pour entraver la marche de la Révolution helvétique.» Le lendemain, elles se mettent en marche.

Les forces françaises en Suisse comprennent, le 30 mars, 16574 hommes, dont 300 artilleurs et 870 cavaliers. Le 15 avril, Schauenburg prévoit l'arrivée de renforts qui devraient les porter à 19914 hommes le 30 avril. Le 20 avril, l'armée est articulée en trois brigades:

- l'avant-garde ferme les débouchés depuis le Valais (Grimmel - Gemmi), Unterwald (Brunig) et Lucerne (Entlebuch et Langnau);

- la brigade de droite ferme les débouchés depuis le Valais (Gruyère et Schwarzenburg);

Les forces françaises en Helvétie, le 20 avril 1798

Secteur	Commandant	Corps	Effectifs
avant-garde QG à Thounne	général Jordy	76 ^e demi-brigade d'infanterie de ligne 14 ^e demi-brigade d'infanterie légère 8 ^e régiment de hussards 6 pièces d'artillerie légère	6 bataillons 4613 hommes
droite QG à Fribourg	général Lorge	31 ^e demi-brigade d'infanterie de ligne 97 ^e demi-brigade d'infanterie de ligne 7 ^e régiment de hussards 3 pièces d'artillerie légère	6 bataillons 4853 hommes
gauche QG à Thunstetten	général Novion	3 ^e demi-brigade d'infanterie de ligne 38 ^e demi-brigade d'infanterie de ligne* 16 ^e demi-brigade d'infanterie légère 18 ^e régiment de cavalerie 3 pièces d'artillerie légère	8 bataillons 6238 hommes

* Ce corps n'était fort que de 2 bataillons

occupe Fribourg et Berne, tient les ponts sur la Sarine et la Singine (Neuenegg, Laupen, Gümnen);

– la brigade de gauche contrôle les routes de l'Emmental (Berthoud) et les débouchés depuis Lucerne (Hutwil, Zofingue), tient les ponts sur l'Aar (Wangen, Aarwangen), occupe Arbourg et Soleure.

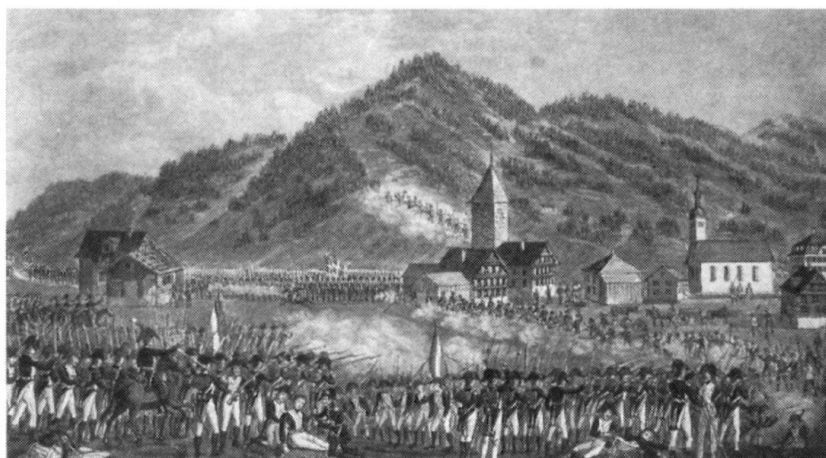
Les troupes françaises marchent sur Rothenturm, Schindellegi et Einsiedeln

Avant de prendre Schwyz, Schauenburg veut opérer en deux fronts concentriques contre Einsiedeln, premier objectif stratégique, qui passe pour le centre spirituel de la résistance au nouvel ordre républicain. La capture de la Vierge miraculeuse,

symbole de la résistance, est un objectif majeur.

L'aile gauche, commandée par Novion, avance jusqu'à Zurich où elle se scinde en deux détachements progressant de chaque côté du lac vers Rapperswil et vers Einsiedeln. En face se trouvent les troupes

de Paravicini. L'aile droite, commandée par Jordy, doit occuper Lucerne et Zoug, puis attaquer Kussnacht par la droite, se porter sur Schwyz, faire mouvement par la gauche en direction d'Einsiedeln par Aegeri et Sattel. Sur sa route se trouvent les troupes de Reding. Schauenburg maintient en ar-



Escarmouche entre Français et Schwytzois près de Rothenturm, le 2 mai 1798. Estampe coloriée de David-Aloys Schmid, 1791-1861. (Musée national suisse).

rière près d'un tiers de ses forces (7 bataillons sur 19): 2 à Berne, 1 à Fribourg, 1 à Soleure, 2 dans les environs de Thoune, 1 sur les ponts de la Sarine et de la Singine.

Le 26 avril, 4334 fantassins, 150 hussards et 38 artilleurs occupent Zurich. Le même jour, un combat violent oppose l'avant-garde zougnoise à l'avant-garde française à Hägglingen. L'aile droite (3337 hommes d'infanterie, 396 hussards et 38 artilleurs) est prête à Aarau le 27 avril. Le lendemain, elle prend Muri, le surlendemain, sans rencontrer de véritable résistance, elle entre à Zoug qui capitule sans conditions et dont la milice se laisse désarmer. Une moitié du corps fonce vers Lucerne, occupée le soir même, que Nidwaldiens et Schwyzois viennent d'abandonner. La 109^e de ligne, accourue à marches forcées depuis le département du Haut-Rhin, se joint le 28 avril aux troupes en

mouvement, 2 bataillons aux ordres de Jordy, 1 à ceux de Nouvion. La force française (9969 hommes et 730 chevaux) se trouve face aux troupes suisses, paralysées par l'indécision de certains détachements, qui n'ont pas exécuté le mouvement offensif prévu.

Une campagne qui va encore durer quatre jours

Le 30 avril, Nouvion sépare sa force en trois détachements: 2491 hommes restent à Zurich, 686 poussent en direction de Rapperswil, 1307 en direction de Richterswil. Là le combat s'engage entre les troupes de l'adjudant-général Fressinet et celles de Paravicini. Les insurgés ont l'avantage du terrain, de la position préparée et de la supériorité numérique; les troupes françaises celle de l'expérience du combat, du profes-

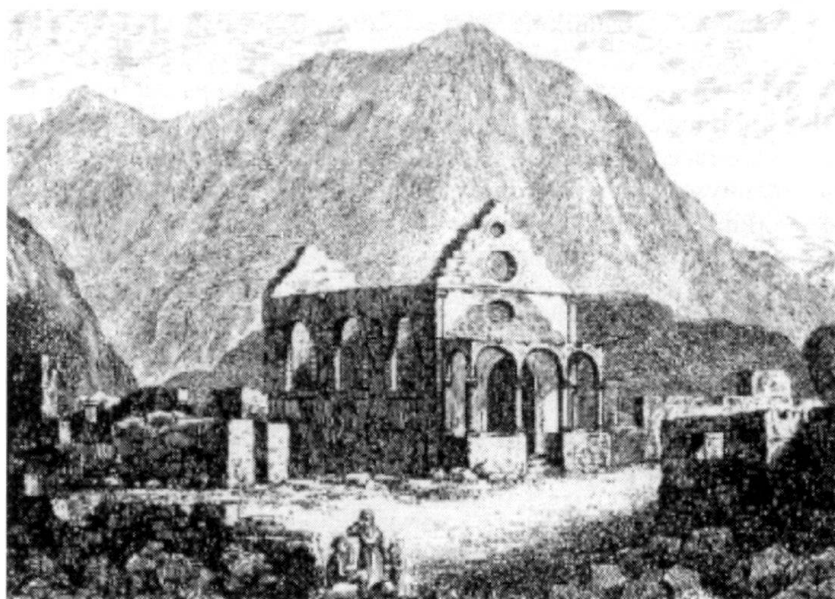
sionnalisme des chefs et des soldats. Les nombreux rapports des deux camps parlent d'un combat ardent, violent, le succès tardant à se dessiner. Les Français l'emportent grâce au renfort de 4 compagnies et de 2 pièces d'artillerie venues de Zurich. Paravicini, prétextant une blessure, se retire soudain avec une partie de ses hommes sur Glaris. Rapperswil est prise sans coup férir, les Glaronaux s'en étant aussi retirés pendant la nuit, si bien que les troupes qui combattent encore devant Richterswil sont menacées d'encerclement; elles n'ont pas d'autre solution que de rompre le combat, se retirant vaincues sur Schindellegi et l'Etzel en amont de Lachen et Pfäffikon.

Les Glaronaux, auquel se sont joints ceux d'Uznach et Gaster, rentrent chez eux, obtiennent un armistice séparé de cinquante heures; ils acceptent la Constitution helvétique le 3 mai. Schwyz perd des alliés importants et reste seul sur cette aile à défendre l'Ancien Régime.

Le même jour, Jordy, avec un détachement de 500-600 hommes, attaque sans succès la position de Kussnacht, difficile à prendre et défendue par quelque 400 Schwyzois encouragés par le père Paul Styger. Schauenburg critique vivement son subordonné, parce qu'un succès défensif va exalter le courage des insurgés et qu'il s'agit d'un passage essentiel pour s'ouvrir la route en direction d'Arth, puis de Schwyz. Il ordonne à Jordy de prendre Kussnacht par tous les moyens et d'assurer les communications entre Lucerne et Zoug. Il



A Ennetmoos/Allweg (NW), obélisque érigé en 1900 à la mémoire du combat décisif opposant, en 1798, 2000 Nidwaldiens et 16000 Français.



Stansstad (NW) réduite en cendres après la rébellion de septembre 1798 (Johann Heinrich Meyer 1801, Neujahrsblatt de la Stadtbibliothek Zürich pour le Nouvel-An 1899).

imagine même de prendre Kussnacht à revers, soit par un débarquement derrière les lignes depuis l'un des deux lacs, soit même en contournant le lac de Zoug par Walchwil!

La position de Reding n'est guère enviable, car le bilan du 30 avril est catastrophique; avec la défection de Zoug et de Glaris, il ne peut plus compter que sur ses propres troupes, sur le renfort des 400 Uranais et de 150 hommes venant de la vallée d'Urseren. L'aile gauche, au-delà du Brunig, est trop loin pour intervenir. La tenaille des Français se resserre. Reding réorganise son dispositif, établit un front entre Kussnacht et l'Etzel, qui passe par Rothenturm et Schindellegi. Le 1^{er} mai est plutôt calme. Jordy lance une attaque en direction d'Immenensee qu'il parvient presque à prendre: la position du landsturm avait été provisoirement abandonnée pour aller «gou-

verner» le bétail! La situation est rétablie par l'arrivée de volontaires venus d'Arth. L'attaque principale est programmée pour le 2 mai, la prise du couvent d'Einsiedeln pour le 3 mai.

Schauenburg décide de marcher sur Einsiedeln par deux axes: l'aile droite (4 bataillons), partant d'Aegeri, attaque le passage mythique du Morgarten, prend Sattel et Rothenturm. 2 bataillons avec 2 pièces d'artillerie tiennent Sattel et empêchent l'arrivée de renforts venus de Schwyz renforcer Einsiedeln. 2 bataillons, avec quelques hussards, 1 obusier et 1 pièce de 8, avancent sur Notre-Dame des Ermites. L'aile gauche (3 bataillons) franchit la Sihl et gravit l'Etzel pour foncer sur Einsiedeln. 1 bataillon doit rester à Etzel, les 2 autres prennent Einsiedeln.

Le 2 mai, Kussnacht, à court de munitions, capitule. Reding,

à Rothenturm, encourage ses troupes à défendre les passages de Morgarten, de Saint-Jost et de Schornen. Le Conseil de guerre veut maintenir la position Morgarten - Schindellegi, pour ne pas abandonner Einsiedeln. Ce faisant, il perd la possibilité de regrouper les forces encore disponibles sur la position forte de Rothenturm - Sattel.

Les Français, à dix heures du matin, attaquent vivement Schindellegi et Sattel. A Saint-Jost, le rapport des forces est tel que son commandant décide le repli sur Rothenturm. Au Morgarten, les troupes de Jordy, qui attaquent depuis deux heures de l'après-midi, se heurtent à une vive résistance qui prend l'avantage grâce aux renforts revenus du Brunig. La force du terrain, le moral intact des combattants schwyzois permettent de contenir les Français. La position est pourtant tournée à droite, par la crête séparant Morgarten de Saint-Jost. Les Français sont aux portes de Rothenturm. Reding tentant le tout pour le tout, se lance avec ses hommes contre les Français qui descendent sur sa position. Cette violente sortie les repousse au-delà de la crête en direction d'Aegeri.

En revanche, à Schindellegi et à l'Etzel, les choses tournent à l'avantage des assaillants. L'attaque du passage de Schindellegi, dans un terrain favorable à la défense, se heurte au feu précis des carabiniers. La position ne tombe pas, mais est abandonnée sur l'ordre donné à contrecœur par Reding lui-même. La colonne, venue de Pfäffikon et du Tüfelsbrugg pour attaquer l'Etzel, a provoqué la

fuite des troupes commandées par le père Marian Herzog, l'ardent défenseur d'Einsiedeln, qui a cru à tort être en trop forte infériorité numérique et manquer de munitions. Sans aucune formation militaire, le religieux avait demandé en vain la venue d'un officier compétent et des carabiniers.

Devant les troupes françaises (un bataillon), les défenseurs de l'Etzel s'enfuient. Etzel et Tüfelsbrugg tombent presque sans combattre, rendant la position de Schindellegi intenable, la route d'Einsiedeln est ouverte. Le 3 mai à 8 heures du matin, les Français entrent dans Einsiedeln. Novion enlève «du couvent d'Einsiedeln la vierge prétendue miraculeuse et tous les autres signes du fanatisme et de la superstition».

Une nouvelle attaque de Jorjy en direction d'Arth, par les étroits passages sur les deux rives du lac de Zoug, est repoussée. Cette position mythique tient toujours, mais la ville

de Schwyz est menacée par l'arrivée de Novion dans la vallée d'Einsiedeln. Les Urnais se retirent dans l'après-midi pour organiser la défense de leur territoire. Reding demande à Novion un armistice qui lui est accordé pour 24 heures. Le général français assure aux Schwyzois le libre exercice de la religion catholique «que la Constitution garantit elle-même». Devant la Landsgemeinde réunie le 4 mai, Reding présente la situation désespérée de Schwyz. Les vifs débats se soldent par l'acceptation de la capitulation et de la Constitution. Les troupes schwyzoises, invincibles sur le terrain, déposent les armes avant de subir une défaite devenue inéluctable.

Bilan des opérations

Les armées françaises n'ont pas obtenu d'autre victoire militaire que celle de la prise d'Einsiedeln. Si, à Hägglingen et à Richterswil, les avant-gardes françaises ont passé, c'est à cause du repli des troupes ad-

verses. Devant Arth et Rothen-turm, les miliciens suisses ont tenu le choc dans des positions qui exploitaient tous les avantages du terrain. La position de Schindellegi a été tournée à cause de la fuite des troupes qui devaient tenir l'Etzel. Elles n'étaient pas commandées par un officier compétent. Cela a conduit les Schwyzois à abandonner la partie, le résultat final ne laissant plus aucun doute. Par cet armistice, les Waldstätten évitent l'occupation de leur territoire par les troupes françaises et les frais d'entretien qui en découlent.

Les cantons de la Suisse orientale se plient au nouvel ordre. Le pays semble pacifié. Schauenburg peut se consacrer à sa fonction d'inspecteur de l'infanterie, qu'il avait souhaité ne jamais abandonner, malgré l'honneur que représente le commandement en chef d'une armée française stationnée à l'extérieur de la Grande Nation.

D. E.